

Rima Hassan : “Le fait que je sois née dans un camp, ‘nulle part’ comme ma famille, ça dérange”

par Nidal Taibi

Publié le 30 juin 2025 à 18h01

Mis à jour le 30 juin 2025 à 16h51

https://www.lesinrocks.com/societe/rima-hassan-le-fait-que-je-sois-nee-dans-un-camp-nulle-part-comme-ma-famille-ca-derange-676010-30-06-2025/?utm_source=brevo&utm_campaign=Nouvel%20diteur%20NL%20best%20of%204%20juillet&utm_medium=email

Eurodéputée depuis 2024 sous la bannière de La France insoumise, la Franco-Palestinienne Rima Hassan s’est imposée comme l’une des personnalités politiques les plus en vue – et les plus ciblées – de la scène hexagonale. De retour de la flottille pour Gaza, elle nous raconte son expérience à bord du Madleen, son engagement et ses craintes.

Elle entre, keffieh sur les épaules, l’allure calme et le regard franc. Il est midi à peine dans un hôtel du XVe arrondissement où se déroule l’interview. Rima Hassan sourit, commande un jus, plaisante, puis s’assied, concentrée. Elle n’est pas venue défendre une cause. Elle l’incarne. Il y a quelque chose de l’élégance inquiète chez elle, une manière de répondre avec hauteur à des violences. Car quelques instants avant de nous rejoindre, Rima Hassan a été prise à partie dans la rue, agressée verbalement par un jeune homme et une femme travaillant pour une agence immobilière. “*On va te la brûler, ta Palestine*”, lui ont-ils lancé. Et quelques heures plus tard, on apprenait que les deux employé·es avaient été licencié·es. Une séquence à la fois ordinaire et sidérante, survenue le jour même où justement elle venait nous parler du harcèlement, des intimidations, des menaces, qu’elle affronte désormais au quotidien.

Élue députée européenne en 2024 sous l’étiquette LFI, Rima Hassan est devenue en quelques mois l’une des figures politiques les plus exposées et les plus attaquées du paysage français. Ce n’est pourtant pas son premier combat. Juriste spécialisée en droit des réfugié·es, fondatrice de l’Observatoire des Camps de Réfugiés (OCR), elle a grandi dans un camp, près de Alep, en Syrie, avant de rejoindre la France enfant avec sa mère, elle-même réfugiée.

Dans cet entretien fleuve, Rima Hassan revient sur son engagement et les lignes rouges qu’elle a franchies : celles qui font passer du statut de “femme inspirante” célébrée par le gratin de la presse et dans les ministères à celui de cible. Elle évoque son action lors de la flottille humanitaire vers, son arrestation par les forces israéliennes, mais aussi les menaces, les montages à caractère pornographique, les dizaines d’articles à charge parus chaque mois dans la presse française. Elle parle des camps, de la *Nakba*, du droit au retour en Palestine, de ce qu’elle nomme sans détour un régime d’apartheid. Mais elle parle aussi, avec un humour mordant, de hammam, de frites partagées, de sa fatigue, de ses doutes, et de ses espoirs. De ce qui la blesse, et de ce qui la fait tenir.

Car plus qu’un programme, c’est une ligne de vie qu’elle déroule. Résister, mais en restant debout. Se battre, sans se défaire. Et surtout : parler, encore et malgré tout.

Deux semaines après votre retour de la flottille humanitaire, quel regard portez-vous aujourd'hui sur cette expérience ? Qu'en reprenez-vous avec du recul ?

Rima Hassan – Ce qui m'a frappée, c'est l'écart très net entre deux dynamiques. D'un côté, il y a eu une diabolisation féroce, un mépris de la part de nombreux médias et figures politiques, qui ont attaqué non seulement notre démarche, mais aussi le sens même de notre action, alors même qu'il s'agissait avant tout d'une action humanitaire, même si elle était évidemment politique. Et en même temps, il y a eu une mobilisation très forte, et une réelle compréhension, chez une partie de l'opinion, de l'urgence à agir autrement. Je pense que cette action directe, comme la flottille, ou la marche vers Gaza, redonne du souffle à des personnes qui étaient dans une forme de lassitude. J'entends beaucoup de gens dire que les manifestations traditionnelles ne suffisent plus, qu'elles se répètent, et qu'on se sent impuissants malgré tout. Ce décalage entre la rue et les élites rejoint le divorce croissant entre l'opinion publique et le champ politico-médiatique. Ce qu'on observe en France, on le voit aussi ailleurs : une majorité de la population comprend ce que vivent les Palestiniens, alors que ceux qui nous gouvernent réagissent avec crispation, voire tentent de disqualifier toute forme de mobilisation.

Y a-t-il un moment marquant que vous reprenez, pendant la traversée ou à votre retour ?

Deux, en réalité. Le premier, dont j'ai assez peu parlé, c'est le sauvetage de personnes exilées en mer. Nous sommes tombés sur un petit bateau à la dérive. Lorsque l'on s'est approché, ça a été une évidence de leur venir en aide. On a pris quatre personnes à bord, on a cuisiné pour eux, le médecin les a examinés, on leur a donné des vêtements, ils ont dormi. C'était naturel. Et pourtant, une fois qu'on leur a dit au revoir, une pression est retombée d'un coup. On a tous pleuré. On a compris qu'on était passés à quelques minutes de voir des gens mourir sous nos yeux. On parle souvent de la Méditerranée comme du "cimetière des exilés". Mais là, on y était, au cœur. Voir ça, voir ces silhouettes dans l'immensité de la mer, c'est bouleversant. C'est une chose d'en parler. En être témoin, c'en est une autre.

Et l'autre moment ?

C'est à mon arrivée au port d'Ashdod, après une vingtaine d'heures passées sous la surveillance des soldats israéliens. Je portais un t-shirt symbolique, c'était la première fois de ma vie que je mettais les pieds en Israël/Palestine. J'ai mis ce t-shirt avec la date de la *Nakba*, 1948, et une inscription pour le droit au retour. C'est une revendication que ma famille porte depuis quatre générations. Je l'ai fait parce que je ne pouvais pas parler pendant mon arrestation. J'ai voulu que ce t-shirt parle pour moi. Mais cinq minutes après notre arrivée, au contrôle, on m'a demandé de le retirer. Ce que j'ai dû faire. C'était un moment très fort, parce que ce geste, silencieux, disait que non, on n'oublie pas. On n'oublie pas la *Nakba*, on n'oublie pas la clef de la maison laissée derrière.

Nous en parlions un peu en off tout à l'heure, mais c'est une chose encore peu connue : votre père vit toujours dans le camp de Neirab, où vous êtes née, près d'Alep, en Syrie. Qu'est-ce que cela représente, symboliquement, pour lui comme pour vous ? Pourquoi être restée là, si près de la frontière palestinienne, malgré la guerre en Syrie ?

Je dis souvent que si je suis en France aujourd'hui, si je fais ce que je fais, c'est presque par un accident banal : un divorce. Ma mère est partie seule, j'avais une dizaine d'années. Elle a quitté ce camp comme on s'évade d'une prison. Personne ne croyait qu'elle y arriverait. Et pourtant, elle a repassé son bac, son permis, elle a appris la langue, trouvé un travail. Et

quelques années plus tard, elle nous a fait venir, mes frères, mes sœurs et moi. Mon père, lui, a refait sa vie très vite, comme c'est souvent le cas : les hommes ne tiennent pas longtemps sans les femmes (rires). Il s'est remarié. Et puis on a été séparés vingt ans. Moi, j'étais apatride à mon arrivée en France. Les réfugiés palestiniens n'ont pas de nationalité. J'avais seulement les papiers de l'UNRWA [L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, *ndlr*]. Je n'ai eu ma première carte d'identité qu'à 18 ans. Juste au moment où j'ai enfin eu la possibilité de voyager, la guerre en Syrie a éclaté. Ça a encore repoussé de dix ans la possibilité de revoir ma famille.

Quand j'ai retrouvé mon père, je lui ai posé la question : Tu n'as jamais pensé à partir, avec tout ce qui s'est passé ? Et il m'a répondu quelque chose d'extraordinaire. Il m'a dit que le camp, c'était sa Palestine à lui. Là-bas, s'il ne sort pas deux jours, tout le monde s'inquiète. C'est une communauté qui veille. C'est vrai dans tous les camps que j'ai visités : une forme de Palestine par défaut se reconstitue. Dans le camp où je suis née, la plupart sont originaires du nord de la Palestine, comme ma famille, qui vient de Akkâ. Pour mon père, ce camp le tue, mais il le sauve aussi. Il le sauve en maintenant vivant le fait d'être Palestinien. Le fait de se côtoyer entre Palestiniens, de perpétuer cette identité malgré l'exil. Il m'a dit une phrase qui m'a bouleversée : *“Vous, là-bas, c'est pire.”* Il voyait notre deuxième exil comme une perte plus grande encore. Lui n'a jamais voulu s'éloigner davantage de cette terre, même en ruines, même en guerre. L'exil depuis la Palestine lui suffisait.

Et lorsque vous y retournez, qu'est-ce que cela vous fait ?

Lors de ma libération après la flottille, mon père m'a envoyé une vidéo. Une petite fête a été organisée devant sa maison. Des jeunes hommes sont venus, lui ont remis un keffieh sur les épaules. C'était un geste très fort : ta fille a été libérée, et nous sommes solidaires. Ça m'a énormément émue. C'était une façon de dire que, même en exil, les Palestiniens trouvent des moyens de célébrer, de faire communauté, de survivre. Et malgré ce qu'on imagine, ils sont très connectés. Ils suivent les actualités, ils regardent ce qui se passe. Mon père m'a parlé du Parlement européen la dernière fois qu'on s'est vus. Il m'a demandé comment ça se passe. C'est quelque chose de très fort pour moi. Je crois que c'est ça, être exilé : devenir malgré soi un trait d'union. Quand je suis ici, en France, j'explique ce que c'est d'être Palestinien. Et quand je suis là-bas, j'explique ce que c'est de vivre ici, comment on pense, ce qu'on fait.

D'ailleurs, on a remarqué qu'on voit de plus en plus vos interventions au Parlement européen relayées par de grandes chaînes arabes, comme Al Jazeera ou Al Arabiya, ce qui n'était pas le cas auparavant. Est-ce que vous en avez conscience ?

Oui, je pense que c'est lié au fait que je suis la première Franco-Palestinienne à accéder à ces responsabilités. Ce n'est pas le fait d'être palestinienne, mais d'être réfugiée, descendante directe de la Nakba, le fait d'être née dans un camp, “nulle part” comme ma famille depuis plusieurs générations, ça dérange. Parce que ma trajectoire est un témoignage vivant de ce qu'a été la politique de dépossession menée contre les Palestiniens.

On me dit parfois sur les réseaux : *‘tu n'es pas Palestinienne, tu es Syrienne’*. Comme s'il fallait me faire taire. Comme s'il fallait couper ce fil, rompre cette transmission. Mais ce fil, commencé en 1948, tient encore. Ce que je crois, c'est que ce qui dérange, ce n'est pas seulement que je parle de la Palestine, c'est que je resitue le présent dans une histoire longue. Je n'interprète pas seulement l'actualité, je travaille à faire évoluer le narratif. Et ce narratif, s'il change, c'est une chance pour tout le monde. Ce qui a sauvé les Blancs en Afrique du Sud, ce ne sont pas les politiques de l'apartheid. Ce sont les Noirs qui ont lutté

pour l'égalité des droits. De la même manière, je crois que ce qui sauvera les Israéliens, ce ne sera pas la domination, mais la libération des Palestiniens, qui veulent simplement l'égalité, la justice et la liberté.

Aujourd'hui, vous plaidez pour un État binational, laïc, démocratique (contrairement à une vision majoritaire qui plaide pour une solution à deux États). Mais d'un point de vue, pragmatique : est-ce que vous pensez vraiment que cette solution, un État binational, est encore viable aujourd'hui, dans le contexte actuel ?

Moi, ça me fait beaucoup sourire quand on me dit : mais est-ce que c'est réaliste, est-ce que c'est pragmatique ? Il n'y a rien de plus pragmatique, selon moi, que la proposition d'un État binational. Ce qui me paraît totalement irréaliste, c'est la solution à deux États. Quand on sait qu'en Israël, 20 % de la population est d'origine palestinienne, qu'on appelle les "Arabes d'Israël", et qu'il y a aujourd'hui entre 800 000 et 1 million de colons installés dans les territoires palestiniens (si on inclut Jérusalem Est), on ne peut plus penser la séparation. Ce n'est pas une question de frontières : le vrai sujet aujourd'hui, c'est comment on fait cohabiter deux peuples, dans un même espace, en garantissant à chacun ses droits, ses libertés, son égalité de traitement.

Et je parle ici de la liberté d'installation, de circulation, de croyance religieuse, de pratique spirituelle. Il ne s'agit pas seulement des Juifs et des Musulmans : il y a aussi une communauté chrétienne palestinienne, à laquelle je suis très attachée, et qu'il ne faut pas effacer. La Palestine n'est pas une cause religieuse. C'est d'abord une question de colonisation, de droit, d'oppression. Et nos revendications doivent s'articuler à partir de ce constat.

Vous dites que ce modèle binational est "pragmatique", mais pour beaucoup il semble presque utopique. Pourquoi y croyez-vous autant ?

Parce que ce n'est pas qu'un idéal. C'est une réponse à une situation concrète, ancrée dans les faits. Depuis des années, je travaille sur le paradigme de l'apartheid. C'était le sujet de mon mémoire en 2015. Et j'appartiens à une génération, en France, aux États-Unis, ailleurs, qui constate, simplement, qu'un peuple domine et persécute un autre. Deux États, ça ne répond pas à la question du droit au retour. Ça ne parle pas à Gaza, par exemple, qui est peuplée presque uniquement de réfugiés. En 2018, pendant la Grande Marche du retour, des Palestiniens réclamaient le droit de retourner dans leur village. Et quand on parle de retour, ce n'est pas pour expulser qui que ce soit ou "reconstruire" le village comme en 1948. C'est pour pouvoir y aller, y circuler, ne serait-ce qu'une fois. C'est une question de dignité, de mémoire, de guérison.

Et vous pensez que cette dimension historique, cette continuité du traumatisme de 1948, reste fondatrice ?

Elle est essentielle. Ilan Pappé, historien israélien, dit clairement : si vous ne comprenez pas 1948, vous ne pouvez pas comprendre Gaza aujourd'hui. C'est pour cela que certains parlent de territoires "libérés", non pas pour nier les atrocités commises, mais pour rappeler ce qui a été imposé à ce peuple depuis des générations. Et cette idée d'un État binational n'est pas nouvelle. Des intellectuels comme Edward Saïd, Éric Hazan ou Ilan Pappé ont travaillé sur ce modèle depuis plus de trente ans. Saïd disait même : deux États, c'est deux apartheids. Parce qu'un État palestinien aura probablement une minorité israélienne, tout comme l'État israélien a une minorité palestinienne. Et dans les deux cas, il y a un risque de discrimination.

Venons-en à votre action au sein du Parlement européen. Vous y êtes entrée il y a un an, presque jour pour jour. Quel regard portez-vous aujourd'hui sur ce passage de l'associatif au politique ?

C'est vrai que, bien avant mon entrée en politique, j'étais déjà engagée. Très attachée à la cause palestinienne, bien sûr, mais aussi à une obsession personnelle : les camps. Depuis dix ans, j'ai travaillé uniquement sur la question de l'exil, de l'encampement. J'ai entamé une thèse sur le droit applicable dans les camps, notamment le droit international humanitaire. J'ai travaillé deux ans dessus, puis j'ai décidé d'arrêter pour fonder l'Observatoire des camps de réfugiés. Je voulais élargir, sortir de la seule approche juridique, et aller voir sur le terrain. C'est là que je me suis rendu compte qu'il n'existait aucun recensement global des camps de réfugiés dans le monde. Et pourtant, on continue à les définir comme des espaces "temporaires", alors que leur durée de vie moyenne est de 12 ans. Pour les Palestiniens, c'est depuis 1948...

Pendant longtemps, dès que j'avais du temps libre, pendant l'été, les vacances, je partais visiter des camps : au Liban, en Jordanie, et maintenant, un peu en Syrie. Mon obsession, c'était : *"qu'est-ce que le camp fait de nous ?"* Et comment en faire quelque chose dans le récit qu'on construit sur soi-même ?

L'Observatoire, vous l'avez dirigé pendant quatre ans, avec des moyens limités. Qu'en reprenez-vous ?

On était une structure entièrement bénévole. Entre 150 et 200 bénévoles selon les années. C'était une expérience humaine incroyable. J'y ai découvert ces héros discrets, ces jeunes qui donnent de leur temps, qui s'engagent, qui sont curieux du monde. On parle souvent d'une jeunesse désengagée : moi, j'ai vu tout l'inverse. Une génération qui se pose des questions, qui veut comprendre, qui refuse l'indifférence. Mais c'est vrai que c'était un engagement encore "consensuel", humanitaire. À partir du moment où j'ai commencé à parler autrement, à dire que j'étais Rima Hassan, réfugiée née dans un camp, mais aussi juriste, politisée, engagée, c'est devenu autre chose.

Vous êtes passée du statut de "figure méritante" à celui de cible ...

Exactement. Avant, j'étais célébrée pour mon parcours : j'étais invitée à l'Élysée, j'ai travaillé sur l'initiative Marianne pour les défenseurs des droits humains, j'ai participé à des campagnes du ministère de l'Intérieur sur l'accueil... J'étais "validée" par le système. Quand vous commencez à remettre en cause le cadre lui-même, à nommer ce qui dérange, à parler d'apartheid ou de colonialisme, alors l'accueil change. Et la violence arrive. Je l'ai vu très concrètement. Forbes m'avait sélectionnée parmi 40 femmes inspirantes en France. Il a suffi qu'une ou deux personnalités dénoncent ma présence pour que l'événement soit tout simplement annulé. Pas seulement ma participation, mais tout l'événement.

Autre exemple : le Collège citoyen de France, un programme très valorisé, auquel j'avais été invitée. Un des financeurs m'a demandé d'en être exclue, simplement parce que j'avais posté sur LinkedIn un texte très sobre, très mesuré, pour dénoncer l'assassinat de la journaliste de la chaîne Al Jazeera Shireen Abu Akleh. Il a même menacé de retirer ses dons si je restais. Au final, ils m'ont gardée, mais j'ai été mise à l'écart de tout le suivi prévu : plus d'accompagnement, plus de mise en réseau, plus de soutien pour développer mon ONG. On me laissait juste finir le programme en silence.

Ces événements vous sont-ils arrivés alors que vous n'étiez pas encore médiatisée, ni même candidate aux élections ...

Exactement. Je n'étais encore connue de personne. Mon post sur Shireen Abu Akleh a été mal vu, alors qu'il disait simplement : "Ce n'est pas bien de tuer des journalistes". C'était une femme très respectée, chrétienne, aimée de tous les Palestiniens. Elle a consacré sa vie à documenter la Palestine. Moi, je l'admirais profondément. Et rien que pour avoir écrit quelques lignes en son hommage, on a tenté de m'effacer. J'avais créé l'Observatoire des camps de réfugiés, je donnais tous mes week-ends, tous mes soirs, tout l'été à ce projet. Et je vivais en parallèle de mon travail à la Cour nationale du droit d'asile. Mais cette seule prise de parole, déjà très modérée, m'a coûté énormément. J'ai compris très vite que tant que je restais dans le récit méritocratique, la réfugiée qui s'en sort, qui fait Sciences Po, qui monte une ONG, tout allait bien. Mais à partir du moment où j'ai commencé à nommer les choses : la Nakba, les expulsions, les massacres, la colonisation, le génocide, l'apartheid... Là, j'ai commencé à déranger. Beaucoup.

Et aujourd'hui, ce sont les réseaux sociaux qui relaient une autre forme de violence. Comment vivez-vous ce harcèlement ?

C'est très dur. Très brutal. En entrant en politique, je me suis retrouvée dans une double dynamique : on me diabolise d'un côté, et on me projette de l'autre comme une figure, une icône. Et ça me surprend encore. Quand on m'arrête dans la rue : "C'est vous ?" Je réponds : "Oui, c'est moi", mais je ne m'y fais pas. J'essaie d'oublier ce que je représente. J'aime pouvoir sortir, aller chercher mon pain, vivre normalement. La médiatisation a été très rapide. Le JDD, par exemple, a publié 69 articles sur moi en un an. Sans jamais m'avoir interviewée. C'est plus qu'un par semaine. Et ce n'est pas pour me donner une tribune, comme d'autres peuvent avoir. C'est pour me désigner. Il y a peu, ils ont titré "la pieuvre de l'Iran", et comparé ma présence publique à une "Marie Le Pen revenue". Ce sont des attaques régulières, systématiques, qui ont un impact réel.

Vous avez aussi subi du harcèlement numérique pendant la campagne. Des attaques très ciblées ...

Oui. Des centaines de numéros m'ont harcelée. Mon téléphone personnel a été diffusé sur des canaux. J'ai dû le changer plusieurs fois. C'était permanent. Je laissais mon téléphone une heure, je revenais, j'avais quatre nouveaux numéros, des messages, des vocaux, des montages à caractère pornographique... Une photo prise lors d'une conférence à Tunis a été trafiquée. J'étais debout, avec un keffieh, devant le drapeau tunisien. Ils ont repris cette image, m'ont déshabillée numériquement, laissé juste le keffieh. Et ils ont balancé ça partout. Je pense à ma nièce, à mes amis, à ma famille. Moi, je veux bien encaisser, mais eux voient tout ça aussi. C'est d'une violence inouïe. Mais à un moment, j'ai compris que c'était le prix à payer. Et depuis, j'avance.

Et comment tenez-vous, face à tout cela ? Il y a des remèdes ? Des rituels pour retrouver un peu de souffle, malgré la violence, le harcèlement, l'épuisement ?

J'ai deux remèdes, très simples. D'abord : une bonne assiette de frites. Vraiment. Tous mes amis vous le diront : quand je vais mal, il me faut des frites. Et puis le hammam. Le hammam, c'est essentiel. C'est le lieu où je coupe tout. Je me détends, je prends soin de moi, je respire. C'est une manière de dire : "Je vais continuer à m'aimer, malgré tout." C'est important, ce soin-là. Même quand on n'arrive plus à faire de sport, même quand l'agenda déborde ou que la fatigue nous écrase. Dire : "Je vais continuer à prendre soin de moi." Oui, j'ai pleuré. Oui, je suis touchée. Mais vous n'allez pas m'abîmer. C'est une forme de résistance.

Vous parlez du hammam comme d'un lieu presque politique...

Mais c'est totalement ça ! (*rires*) Le hammam est un espace de solidarité féminine. C'est un des rares endroits où les femmes ne sont plus en compétition. Il y a la mère, la fille, la grand-mère, la nièce. On est toutes là, avec nos défauts, nos corps vrais, nos histoires. Personne ne juge. On discute, on se raconte nos vies, nos problèmes, nos joies. C'est thérapeutique. On ne se rend pas compte, mais ces espaces, ce sont aussi des bulles de liberté. On y décharge tout : les factures, le mari, les enfants, la famille restée au bled... C'est collectif, vivant. J'adore ça. Ce n'est pas juste un soin, c'est un moment de réparation. De respiration. Oui, le hammam est un espace politique pour les femmes. Ici comme ailleurs. J'y tiens beaucoup.

Pour finir, comment vous projetez-vous dans l'avenir ? Disons à l'horizon 2035. Où vous voyez-vous dans dix ans ?

Honnêtement, l'avenir me fait un peu peur. Je fais partie de cette génération d'enfants d'immigrés qui a grandi avec la pression de réussir, de se sauver. Ma mère a beaucoup sacrifié. Et parfois, je me demande : *après tout ça, où est-ce que je vais pouvoir retravailler ?* Est-ce que je pourrai redevenir juriste dans une ONG, reprendre une vie plus simple, plus anonyme ? J'en doute. Je ne me vois pas faire carrière en politique. Ce n'est pas mon désir. Je suis très attachée à l'idée d'une démocratie vivante, tournante. Je pense que chacun, selon sa trajectoire, porte quelque chose de politique. Un agriculteur, un artisan, un boulanger... Ce n'est pas une question de CV. Peut-être que je ferais un second mandat. Pour continuer à porter cette colonne vertébrale qui me guide : antiracisme, décolonisation, droits humains. Et articuler tout cela dans les institutions, où tout est souvent compartimenté. Mais après ? Je ne sais pas.

Vous avez l'impression d'avoir déjà "payé" un prix pour votre engagement ?

Oui. Et je sais que ce prix pèsera aussi sur mon avenir. J'observe que certains peuvent porter des causes pendant des années sans jamais être inquiétés. Raphaël Glucksmann, par exemple, que j'ai soutenu sur la question des Ouïghours : il a fait de ce combat son fil directeur. Et c'est très bien. Mais on ne le lui a jamais reproché. Moi, j'ai défendu une autre cause, et on m'a immédiatement marginalisée, disqualifiée, diabolisée. Avant même de m'engager politiquement, j'avais passé trois entretiens pour un poste à Amnesty International sur le plaidoyer migratoire. J'avais été retenue. Puis le 7 octobre est arrivé. J'ai compris que les choses allaient se tendre. J'ai finalement refusé ce poste. J'ai pris mes valises, je suis partie en Jordanie. Je voulais tout faire pour empêcher ce que je pressentais déjà : un génocide. Ensuite, on m'a proposé de porter cette voix plus longtemps, avec un mandat. Mais aujourd'hui, j'ignore si je pourrai un jour retravailler dans ce secteur. J'ai monté une ONG qui fonctionne, j'ai un Bac +7, j'ai passé huit ans à travailler sur la question de l'asile. Et je ne sais pas si je pourrai y revenir. C'est dur.

Et si vous deviez rêver un peu. Vous projeter autrement. Où vous voyez-vous ?

Peut-être dans une ferme, avec quelques animaux. Ou alors... dans un hammam (*rires*). Peut-être que je vais en ouvrir un. Un vrai espace politique.